

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Leuret

Prénom : Vincent

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Ambitieux mais le sujet est d'améliorer la société !

Résumé de votre contribution :

Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?

Vous évoquez les forêts détruites pour l'agriculture et la transmission de maladies par les animaux. La majorité de l'agriculture sert à nourrir les animaux, qui eux-mêmes nourrissent les Hommes. C'est d'une absurdité sans nom. Sans devenir végétariens, et en nous contentant d'élevages non industriels, et d'une agriculture nourrissant les êtres humains essentiellement, nous aurions là de nombreux avantages : économie d'espace, de dépenses, écologie... santé !

Pour évoquer maintenant des solutions plus réalistes et malgré tout plus simples à mettre en œuvre, nous pourrions envisager deux actions pour se prémunir des pandémies futures. La première, encourager (faire plus qu'encourager, être pionniers pour l'exemple) la multiplication des espaces naturels protégés, et le réel suivi logistique et juridique de ces espaces. Cela a des effets miracles pour la planète : la nature reconstitue elle-même et à grande vitesse son écosystème, elle donne littéralement un grand bol d'air frais à tous. Deuxième élément, créer une véritable industrie européenne et localiser nos usines au sein de l'UE. Les avantages seraient multiples. Pour ce qui nous intéresse avec la question posée ci-dessus, un principal : nous limiterions les échanges de marchandises avec les régions souvent à l'origine des pandémies. Les autres avantages seraient, dans la pratique, encore plus intéressants pour l'UE : une industrie européenne aurait à disposition un marché de plus de 500 millions d'habitants, qui ne serait plus « volé » par la concurrence américaine ou asiatique, les usines emploieraient les Européens, etc. Maintenant, deux remarques. Un premier bémol : la pollution engendrée par les usines. Ma réponse : soyons écologistes car la question se pose où que soit installée ladite usine. Mon autre remarque : attention à ne pas refuser les trusts européens (commission européenne), à ne pas s'allier avec les Japonais plutôt que les Européens (Renault), à ne pas vendre nos fleurons aux Américains (Alstom). C'est à croire que nos dirigeants, pourtant pro-Européens d'apparence, manquent de bon sens, sont incompetents, ou nous mentent réellement. Aujourd'hui, l'UE est idéologique, elle n'exploite pas son marché, son industrie est divisée, sa finance n'a pas de cap – autre que suivre les « gros » dans le capitalisme à outrance –, elle subit le libéralisme irréfléchi, l'euro la dessert (excepté en Allemagne avec une industrie de luxe), etc.

Avec un peu de bon sens, l'UE pourrait servir les peuples, leur prospérité, et prôner grâce à son poids économique la modération, l'écologie, la santé...

Attention toutefois. Je prône plus de protectionnisme à l'échelle européenne, mais je ne suis pas pour l'arrêt total des échanges. Mais ayons un peu de bon sens !! Un étudiant Chinois qui vient étudier en France rend bien davantage service à l'humanité qu'une usine délocalisée en Thaïlande...

Alors, maintenant, c'est vrai, installer nos usines en Europe, cela veut dire assouplir la fiscalité, tout en luttant vraiment contre ceux qui profitent des paradis fiscaux... je n'évoque même pas les lobbyistes, qui représentent pour moi une faible menace comparée à celles citées plus haut.

Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

Toutes ces questions sont extrêmement pertinentes et importantes. Avant tout, une courte métaphore. Imaginez un peuple d'écureuils, organisés socialement, installés dans la forêt. Ils récoltent chaque année 100 noisettes. Seulement, pour financer ceux qui récoltent, pendant que les petits apprennent, et pendant que les plus âgés se reposent, ils sont obligés de demander l'intervention d'une aide extérieure. C'est la banque. La banque finance les entreprises de récolte en s'occupant des écureuils âgés, et en finançant l'école et la garderie. Mais les prêts octroyés par la banque doivent naturellement être remboursés. La banque s'enrichit donc chaque année. Elle reçoit 1 noisette, puis 2 noisettes, 3, etc. Au bout d'un certain nombre d'années, les écureuils devront rembourser plus de noisettes qu'ils n'en gagnent. Ils devront donner toutes leurs noisettes et n'auront plus rien pour se nourrir. Quelle société, quel peuple absurde ! Leur banque prospérerait seule, car les écureuils mourraient eux tous, à coup sûr.

Où est-ce que je veux en venir ? L'État devrait, pour moi, au minimum discuter avec la BCE pour réduire les dettes européennes – au moins de moitié. On perd notre prospérité au profit d'un remboursement d'une banque qui n'a pas besoin d'argent – et qui en crée d'ailleurs en cas de nécessité comme en ce moment. C'est absurde. Au nom d'un capitalisme qui historiquement fonctionne, comme une vieille machine rouillée fonctionnerait, nous remboursons des banques et pensons que c'est la décision la plus sage. Ce n'est pas vrai. Soyez mauvais élèves. Ne respectez pas l'idéologie qui fait l'Institution, allez au-delà ! Annuler une partie des dettes publiques ne fera de mal à personne, nous continuerons de faire vivre les banques, l'argent est fictif, ce n'est pas une condition météo (ou une condition sanitaire...) !

Maintenant, passons aux questions que vous posez, et à mes humbles avis sur ces questions.

De quoi l'État peut-il (vraiment) nous protéger ?

Comme vu plus haut, l'État peut réellement nous protéger du manque de moyens financiers : en intervenant, en annulant une dette due à une banque (en partie seulement). Je suis bien conscient que ça n'arrivera pas, du moins à court terme, alors je demande simplement à ce que l'État envisage d'y réfléchir, de concert avec la BCE.

Quelle portée donner au « principe de précaution » ?

Je trouve que cette question, quelque part, importe peu. Pourquoi ? Car nous ne devrions même pas nous la poser. Nous ne devrions pas en être à ce stade. Est-il important d'être écolo pour sauver la planète du réchauffement climatique ? La question est ridicule : même sans les Hommes, il y aurait réchauffement climatique, disparitions d'espèces, apparitions d'autres (ici, je suppose sans connaître). La vraie question, pour moi, est : Accepte-t-on de respirer un air qui pue, accepte-t-on de jeter du plastique dans les océans, de boire une eau qui n'est pas bonne, de consommer des aliments en perte de goût, de nourrir davantage les animaux consommés que les peuples affamés ? La réponse est non, bien évidemment... Alors, le principe de précaution... oui, soyons écologues, n'attendons pas de savoir ce qui se passerait si nous ne l'étions pas !

Quel coût sommes-nous collectivement prêts à payer pour nous protéger de risques extrêmes (terrorisme, épidémie, crises financières, panne électrique ou informatique de grande ampleur, attaque chimique, guerre, etc.) ?

Vaste question ! En ce qui concerne le terrorisme actuel, je pense que la réponse ne sera ni Française ni Européenne, mais viendra du Moyen Orient. Intervenir au Moyen Orient ? Je suis contre le principe de guerre. Comment agir ? En ce qui concerne les terroristes français, ils viennent de quartiers dits « défavorisés ». On semble le savoir, et l'éducation intellectuelle semblerait être un bon obstacle au terrorisme. Alors favorisons les défavorisés... Certains quartiers sont pauvres, alors que d'autres villes françaises moyennes au grand potentiel sont abandonnées, partout en France, et par crainte de produire des espaces communautaires, on les délaisse. Résultat, on a des espaces communautaires et des villes abandonnées. Peut-être que la réponse est là. La Bourboule est vide, Brive-la-Gaillarde multiplie les espaces vides également (l'étage d'un centre commercial en centre-ville est entièrement déserté !! Incroyable, non, chers compatriotes urbains ?). Ce plan signifie aussi augmenter le nombre d'enseignants et diminuer le nombre d'élèves par classe, cela à un coût et cela rejoint l'idée d'annuler une partie de la dette publique (cela ressemble au programme de LFI mais je ne fais absolument pas de politique et suis d'ailleurs pour une UE forte, pas pour des raisons idéologiques mais parce que cela constituerait un bon outil).

En ce qui concerne les pandémies. Cela rejoint ce qui a été dit plus haut : intervenir avec un peu plus de protectionnisme, une meilleure protection de l'environnement. Je ne vois pas ce que l'on peut faire de plus... financer davantage la santé et la recherche bien sûr, et cela rejoint également ce qui est dit vis-à-vis des finances : alléger le boulet « dette publique » que nous avons au pied. Les développements d'applications de suivis, de tests, sont également des pistes intéressantes, mais qui ne concernent pas que l'État. Pour le budget de la santé, il faudrait évidemment arrêter d'être à flux tendus au niveau des stocks de matériel...

Les crises financières ! Vaste débat. Déjà, nous pourrions arrêter d'avoir une bourse... si un investisseur professionnel souhaite investir, qu'il le fasse sans la bourse. Si un particulier souhaite boursicoter, qu'il s'en passe. C'est l'économie qui doit guider la prospérité mondiale (mondiale c'est ambitieux !), pas la finance ! La finance est virtuelle, et aujourd'hui elle domine. Pour répondre à une crise, on crée de la monnaie à partir de rien, alors qu'on nous demande de financer à outrance les banques à coup de dettes. C'est un cercle vicieux ridicule. Nous avons créé une tempête à partir d'un élément non matériel, qui en réalité ne devrait pas avoir l'effet d'une tempête. La monnaie devrait servir à faciliter l'échange, car elle est un meilleur système que le troc. Mais elle ne devrait pas exister au détriment de la prospérité du peuple qui l'utilise. Par rapport à la crise de 2008, il est évident que les prêts immobiliers ne devraient être accordés dans les limites du raisonnable et selon les budgets, mais je pense que le problème n'est plus là aujourd'hui (j'ose l'espérer). Il faut également lutter contre les fraudeurs (des milliards qui s'envolent). Vaste combat, je suis conscient qu'il est mené, j'en demande plus. Mais les mesures citées avant sont quelque part plus faciles, nous ne traiterions pas avec des voleurs qui ne s'en cachent pas, mais avec les BCE, FMI, censés être du côté de la loi, non ?

Une panne électrique ou informatique de grande ampleur. Je pense avoir encore moins de compétences qu'auparavant pour répondre ! Ce serait évidemment catastrophique et je m'étonne que la question soit posée. À quoi cela pourrait-il être dû ? Un arrêt de l'importation d'uranium ?

Une cyberattaque de grande ampleur ? Je n'y crois pas vraiment, mais si c'est une crainte nous pourrions envisager d'être plus indépendants encore dans notre production d'énergie (question difficile, espérons que Cadarache soit la réponse de demain). Pour la question du bug informatique, en admettant que tout soit coupé cela serait un problème immense ne serait-ce qu'en terme de communication, et je suppose qu'il est impossible que la totalité de nos systèmes soient attaqués en même temps. Je n'ai pas de solution !

Une attaque chimique ou une guerre. Pour répondre à l'échelle française, je pense qu'il est impossible de redouter cela. L'UE est en paix, et n'a affaire « que » au terrorisme, qui malgré tout n'a pas les moyens pour lutter contre elle « à l'ancienne ». Pour les guerres françaises menées en Afrique ou au Moyen Orient, je les déplore, et je pense que l'État français ne peut pas faire grand-chose pour résoudre tous les conflits mondiaux à lui seul.

Comment accroître l'adaptabilité et la résilience des services publics ?

La résilience des services publics est déjà importante. Elle pourrait cependant être accrue avec des moyens plus importants, cela rejoint l'éternel débat sur les recettes et les dépenses, donc sur la dette publique qui représente une grosse part des dépenses... 11 % en 2019 selon le site du gouvernement, sachant que l'argent créé par la BCE pourrait être donné aux États sans être remboursé totalement dans ma logique, qui n'est – j'en suis conscient – pas celle de la majorité, ni celles de nos dirigeants. Mais leur logique est absurde et fait aujourd'hui défaut. L'adaptabilité quant à elle pourrait être accrue avec un petit peu plus de bon sens : plutôt que de multiplier les institutions, de créer des grosses régions pour bien paraître, voire imiter les landers allemands, supprimons ces régions coûteuses, et à l'ère du toujours plus local, contentons-nous des départements ! Le pouvoir de l'État s'en trouverait plus pertinent, les territoires les plus ruraux auraient de meilleurs budgets, l'administration serait allégée. Les villes moyennes ne sont pas le moins du monde plus attractive depuis l'apparition des grandes régions... et si la Bretagne souhaite exister en tant que région, en tant qu'idéologie, on peut toujours créer des noms décorateurs mais nuls sur le plan juridique et administratif (exemple, le pays de Galles a une équipe de foot mais son dirigeant est le même que pour l'équipe d'Angleterre).

Que la puissance publique doit-elle nous garantir et comment peut-elle s'organiser pour le faire ?

La puissance publique devrait pouvoir nous garantir : un emploi honorable (trop de chômage aujourd'hui et trop de burn-out), de bonnes conditions de travail (en général c'est déjà le cas, mais combien de cas particuliers viennent me contredire...), un logement décent et abordable (je suis Bordelais : échec total !), la sécurité, la santé, l'éducation de nos enfants.

Je pense que les points à améliorer sont matériellement faciles (c'est encore une question d'argent) : encadrer le prix de l'immobilier (le revoir à la baisse, bien sûr, dans certaines régions où il est abusif), multiplier le nombre d'enseignants, de classes, et diminuer le nombre d'élèves par classe. Pour ce qui est du chômage, il baissera avec davantage d'activité économique, et cela est, encore une fois, une question financière. Une autre thèse serait de diminuer encore le nombre

d'heures travaillées par semaine, pour embaucher tout le monde finalement, mais je préfère une thèse où chacun peut s'épanouir professionnellement (même si tous ne le souhaitent pas, ici je n'ai pas grand-chose à proposer comme solution).

Que peut-elle exiger de nous ?

Voilà une question difficile ! Nous avons déjà des devoirs, ils me semblent pertinents : voter, travailler, ne pas proférer de propos nazis (je n'ai plus la liste de ce qui est censuré en tête), ne pas tuer ni agresser... je ne sais pas ce que la puissance publique peut exiger d'autre ! Je suis contre le service militaire et ne vois pas l'intérêt d'un service civique prolongé... je me trompe peut-être, je n'ai pas réfléchi outre mesure à ce dernier point.

Enfin, quelles missions faut-il qu'elle prenne en charge elle-même, au nom de la souveraineté, et que peut-elle déléguer sans dommages aux acteurs privés et au marché ?

Encore une vaste question... certains services finiront par se privatiser, d'autres resteront mixtes. Je pense qu'en général, il est bon d'étudier l'impact d'une action sur la population, que cela ne peut pas être éclairé en une simple réponse générale. La gendarmerie et la police municipale doivent pour moi rester publics. Les hôpitaux, dans la mesure où la santé est remboursée (attention d'ailleurs à ce propos, à vouloir toujours plus rembourser et non pas toujours moins...), pourraient être privés (je n'y ai pas réfléchi, peut-être que des contre-arguments évidents pourraient s'offrir à moi). Je reste sceptique vis-à-vis de cette question. C'est pour moi du cas par cas à étudier sérieusement, selon plusieurs critères préétablis (gains financiers, intérêt commun, etc.).

Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

Pour moi la réponse est évidente : construisons une véritable Union européenne. Cela est possible sans se passer des nations (j'ai conscience que l'idéologie nationale ne sera pas abandonnée de sitôt). À l'inverse, il ne faut pas faire du projet européen une idéologie. L'UE doit être un outil économique ultra-performant au service des Européens. Plutôt que d'avoir un parlement européen (même s'il est utile), nous pourrions avoir une industrie européenne, une réelle économie européenne. Cela, dans l'idéal, se traduirait également par une sécurité sociale commune, sur le modèle français, un parlement commun avec des lois progressives (terme dangereux mais, dans l'idée, les lois d'Europe de l'ouest sont plus progressives que celles rencontrées dans des dictatures sans liberté pour les personnes), et surtout une économie vraiment au service de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la prospérité pour tous et non pas au service d'une finance virtuelle et impalpable. Mes grands-parents trouvaient du travail facilement et se logeaient facilement, en habitant à Bordeaux. Comment se fait-il que cela soit beaucoup plus difficile aujourd'hui ? Où est le progrès ? Soulignons toutefois que l'UE actuelle s'est accomplie sur de nombreux sujets (la situation politique n'est-elle pas plus enviable qu'en 1920 ? La réponse est évidemment : oui, elle l'est).

Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?

Encore une vaste question pour laquelle je vais tenter de répondre de manière synthétique. D'abord, en effet, certaines personnes actives « très » utiles à la société, comme les artisans, sont beaucoup moins bien payés que des consultants ou autres commerciaux dont on peut douter de l'utilité – sincèrement. Demander aux personnes non nécessaires au bon fonctionnement du pays d'arrêter de travailler est symptomatique. Un médecin, un ouvrier, un enseignant sera toujours utile. Un commercial, un consultant (ubérisation du travail, plutôt négatif pour la société)... ? La réponse à apporter n'est évidemment pas de supprimer des métiers (ce serait totalitaire et non pertinent !), mais nous pourrions 1. réévaluer la manière dont nous finançons notre société (dette publique, SMIC, prix de l'immobilier) et 2. faire en sorte que les métiers manuels, fortement dénigrés et pourtant concrètement très utiles, soient revalorisés – socialement et financièrement. Cela aurait, en plus, le mérite de désengorger les universités, où beaucoup d'étudiants abandonnent en première année et se retrouvent perdus dans le grand tout !

Quelle voie pour une économie soutenable ?

Partons, à votre demande, d'une perspective de justice et de soutenabilité. Admettons que l'annulation de la dette publique soit insoutenable psychologiquement parlant, aux yeux des principaux concernés – ce qui est le cas, car matériellement c'est possible, et je salue le fait que cela ait été fait pour les pays africains les plus pauvres, même si ce n'est pas encore assez, c'est un bon début. Mais vous évoquez la dette. Pour moi l'évoquer, c'est envisager son annulation partielle. Sinon, je ne vois pas d'autre solution que la rembourser. Dans ce cas-là, nous partirions sur les mêmes bases, avec les mêmes plans de relance des années précédentes comme vous l'évoquez, et nous continuerons d'avancer dans la médiocrité. C'est une médiocrité de luxe si on la compare aux autres pays du monde, mais elle est déclinante et révoltante si on la compare au pouvoir d'achat de nos grands-parents, ou à ce que l'on pourrait connaître.

Alors, quelle voie pour une économie soutenable ? Faisons en sorte que notre finance virtuelle abreuve les États de cette puissance financière qui permet la prospérité – cela ne coulera pas les banques. Finançons les États via les banques centrales, et ne remboursons pas la totalité des dettes publiques à celles-ci. C'est d'une simplicité déconcertante, le seul problème est humain et non matériel.

Comment s'articuleront les niveaux nationaux, intergouvernementaux et européens ?

J'y ai déjà répondu : je pense qu'il nous faut de réelles économie et industrie européennes, du local, au service de l'Homme et de l'écologie. Communes → départements → État → UE à définir (l'actuelle est bien, il suffit de revoir ses priorités, objectifs, fonctionnement). Maintenant, pour se mettre d'accord, je pense que le plus difficile sera de convaincre les banques centrales, mais si les 27 l'envisagent sérieusement, au nom de la prospérité pour tous les Européens, pourquoi pas ! Sinon... je ne sais pas ! Je note que la coopération intergouvernementale en Europe ne dépend même pas des idéologies nationalistes que l'on connaît : les extrémistes, à chaque élection, parlent de la construction de « l'Europe des nations » ! Même eux voient l'utilité d'un outil européen efficace !

Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Je pense tout d'abord que la prise de conscience des scientifiques et dirigeants européens a été un peu longue car c'était la première fois que nous connaissions une telle pandémie, depuis des décennies. C'est une excuse. Et je pense donc que les prochaines pandémies éventuelles seront mieux gérées, et mieux préparées. *De facto*. Maintenant, il est évident qu'en de telles circonstances, les décisions politiques doivent être prises de concert avec les savoirs scientifiques du moment. Le conseil scientifique de l'État, qui est resté ouvert dans le même temps aux revendications du Dr. Raoult, est un élément positif. Savoir s'il faut suivre ou non les demandes du Dr. Raoult est du ressort des scientifiques, et je fais confiance à l'État de ce point de vue-là. En ce qui concerne l'opinion publique, elle est secondaire dans ces conditions-là, même s'il est primordial qu'elle soit informée des décisions prises et de leurs raisons. Hors-sujet : à quand une presse indépendante ?

Pour répondre maintenant à la deuxième partie de votre question, sur la place des sciences sociales et comportementales dans le processus décisionnel, transposée elle aussi aux autres grands défis économiques, sociaux et environnementaux... cela pourrait alimenter tout un nouveau débat. Je fais encore une fois confiance aux sociologues et à leurs travaux. Il sera en effet difficile d'imposer une baisse de la consommation de viande, par exemple. Mais le temps fera son affaire. En ce qui concerne l'opinion publique, j'ai évoqué une presse indépendante, mais je pourrais aussi demander l'arrêt des programmes stupides et inutiles type télé-réalité, pour multiplier les programmes culturels, éducatifs, les documentaires, etc.

Le savoir doit servir le pouvoir et l'opinion. L'opinion doit pouvoir s'appuyer sur le savoir et le pouvoir. Le pouvoir doit permettre le savoir et l'opinion.

Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

La souveraineté numérique : oui. L'évolution des technologies (si ce n'est pas au détriment de la santé) : oui. Réévaluer notre dépendance aux grandes plateformes globalisées : amen ! Je ne pensais pas que le sujet serait abordé. Cela peut être un chantier européen. Mais il existe également des logiciels « libres », qui n'ont pas vraiment de nationalité (Linux par exemple). L'État pourrait encourager et aider la création de GAFAs européens (il serait temps). Galileo est un bon début, même s'il prend son temps... L'État pourrait également encourager les logiciels libres, et participer à leur publicité. Qwant pourrait recevoir des aides pour être développé et utilisé par les Français.

En ce qui concerne le suivi des malades, je pense qu'il est nécessaire, qu'il peut être envisagé, et que nous sommes de toute façon traqués en permanence par ces multinationales qui font la société d'aujourd'hui. Si nous sommes suivis pour améliorer nos publicités, on peut l'être pour améliorer la santé... car, de toute façon, la liberté de mouvement, à l'ère du numérique, me semble difficile d'accès. Personnellement, je me promène souvent sans téléphone, et cela pourrait être encouragé. Les comportements en seraient modifiés, mais c'est abordable, comme changement ! Maintenant, c'est envisageable dans une époque où il n'est pas nécessaire de savoir quelle personne contaminée se situe à tel ou tel endroit...

La société d'aujourd'hui manque de bon sens, et si elle possédait ce bon sens, avec la puissance potentielle qui est la sienne, elle pourrait être bien plus prospère. Au moins pour ce qui concerne le continent européen.

L'enjeu est de taille, il s'agit de refonder notre système, de renégocier avec les puissants qui le font, pour vivre avec eux dans la prospérité et la bonne santé. C'est matériellement possible !